

TABLE DES MATIÈRES

1

« Pot-pourri » de réformes récentes 7

Nicole GALLUS

avocate, professeur à l'U.L.B.

Section 1

Adoption 8

A. **Adoption intrafamiliale, cohabitation et refus de consentement** 8

1. Introduction 8

2. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle 8

3. Réforme du droit de l'adoption par la loi du 20 février 2017 13

B. **Adoption et empêchement à mariage** 14

C. **Condition d'âge requise pour l'adoption** 15

Section 2

Transidentité 15

A. **Genèse de la réforme** 15

B. **Réforme de 2017** 20

1. Conditions de fond et de forme de la nouvelle procédure 20

2. Filiation des enfants de la personne transgenre 24

Section 3

Reconnaissance de filiation frauduleuse 26

2

Procédures d'adoption en Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles) : aspects juridiques et pratiques 33

Béatrice BERTRAND

juriste à la Direction de l'Adoption – A.C.C.

Introduction 34

Section 1

Principes généraux de la réforme de 2005 34

- A. **La Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale**..... 34
- B. **La loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption**..... 35
- C. **Le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption**..... 36

Section 2

Déroulement d'une procédure d'adoption 38

- A. **Déroulement d'une procédure d'adoption internationale extrafamiliale**... 38
 - 1. La préparation (art. 346-2, al. 1^{er}, C. civ.; art. 21 à 28 du décret; art. 21, 22, 26 et 27 de l'arrêté) 38
 - 2. La requête unilatérale en constatation de l'aptitude à adopter..... 39
 - 3. L'enquête sociale..... 39
 - 4. La poursuite de la procédure judiciaire (art. 1231-30 à 1231-33 C. jud.)..... 40
 - 5. La prolongation de la durée de validité du jugement d'aptitude (art. 1231-33/1 à 1231-33/7 C. jud.; art. 32 de l'arrêté) 41
 - 6. L'apparentement 42
 - 7. La procédure d'adoption proprement dite 43
 - 8. La reconnaissance de l'adoption, l'enregistrement, ou la prononciation d'adoption par le juge belge..... 44
 - 9. Le suivi post-adoptif (art. 48 du décret)..... 45
- B. **Déroulement d'une procédure d'adoption internationale intrafamiliale** ... 45
 - 1. Définition (art. 1^{er}, 9^o, de l'arrêté)..... 45
 - 2. La préparation (art. 346-2, al. 1^{er}, C. civ.; art. 21 à 27 du décret; art. 21, 24, 26 et 27 de l'arrêté) 46
 - 3. La requête unilatérale en constatation de l'aptitude à adopter..... 46
 - 4. L'enquête sociale..... 46
 - 5. La poursuite de la procédure judiciaire 46
 - 6. L'encadrement de la procédure par l'A.C.C. (art. 361-3 et 361-4 C. civ.; art. 43 du décret)..... 47
 - 7. La procédure d'adoption proprement dite 47
 - 8. La reconnaissance et l'enregistrement..... 47
 - 9. Le suivi post-adoptif (art. 48/1 du décret; art. 47 de l'arrêté)..... 48
 - 10. Situation particulière : loi du 11 avril 2012 dite « de régularisation » (art. 365-6 C. civ.; art. 44 du décret) 48
- C. **Cas particulier de l'adoption d'un enfant dont le pays d'origine ne connaît ni l'adoption, ni le placement en vue d'adoption (pays de droit musulman)** 50
- D. **Déroulement d'une procédure d'adoption interne extrafamiliale**..... 52
 - 1. La préparation..... 52

2. L'apparementement (art. 32 et 33 du décret).....	52
3. L'introduction de la requête en prononciation d'adoption.....	54
4. L'enquête du ministère public.....	54
5. L'enquête sociale (art. 29 du décret; art. 31 de l'arrêté).....	55
6. L'audience.....	55
7. Le prononcé du jugement.....	57
8. Le suivi post-adoptif (art. 48 du décret).....	57
E. Déroulement d'une procédure d'adoption interne intrafamiliale	57
1. La préparation (art. 21 à 27 du décret; art. 21, 23, 26 et 27 de l'arrêté).....	57
2. Procédure en prononciation d'adoption.....	58
F. Déroulement d'une procédure d'adoption d'un enfant résidant en Belgique par des adoptants résidant à l'étranger	58

3

L'incapacité des majeurs sous la loupe des magistrats..... 61

François DEGUEL
assistant à l'ULiège, avocat

Introduction	62
Section 1	
Procédure	63
A. Compétence	63
B. Requête	63
C. Certificat médical	67
D. Appel	76
E. Droit international privé	78
Section 2	
Mise sous administration	80
Section 3	
Intervenants	85
Section 4	
Missions et pouvoirs de l'administrateur	89
A. Missions	89
B. Actes que l'administrateur ne peut jamais accomplir – Article 497/2	98

C. Actes que l'administrateur peut accomplir seul	102
D. Actes soumis à l'autorisation préalable du juge de paix.....	106
Section 5	
(In)Capacité de la personne protégée.....	116
Section 6	
Contrôle et sanction de l'administrateur	129
Section 7	
Fin de la mesure	135
Section 8	
Droit transitoire	137
Section 9	
Protection extrajudiciaire	139

4

Le droit des régimes matrimoniaux devant la Cour de cassation

Julie LARUELLE

assistante à l'ULiège, avocate

Introduction	142
Section 1	
Régime primaire	142
Section 2	
Régime légal	143
A. Composition et gestion des patrimoines.....	143
B. Liquidation du régime	148
Section 3	
Avantages matrimoniaux	158
A. Aspects civils.....	158
B. Aspects fiscaux.....	160

6

Actualité en fiscalité des familles (I.P.P.) 207

Frédéric FOGLI

maître de conférences à l'ULiège, juge au tribunal de première instance francophone
de Bruxelles

Jordan OPRENYESZK

collaborateur scientifique à l'ULiège (Tax Institute), chargé de cours à l'ICHEC Brussels
Management School, avocat

Introduction 208

Section 1

Principales évolutions législatives 2013-2017 209

A. **La loi du 13 décembre 2012** 209

B. **Modifications diverses** 210

1. Réduction d'impôt pour garde d'enfants 210

2. Coparenté 211

3. Quotités exemptées et crédit d'impôt pour faibles revenus 211

4. Crédit d'impôt pour enfants à charge et demandeurs d'asile 212

5. Ressources nettes des étudiants indépendants 213

6. Limitation dans le temps des avantages fiscaux 214

C. **La sixième réforme de l'État** 214

D. **Le *tax shift* de 2015** 215

Section 2

La coparenté – Évolution de l'article 132bis du C.I.R. 92 216

A. **Ancien régime** 216

1. Les enfants visés 217

2. Conditions de la répartition de la quotité exemptée d'impôt 217

3. Modalités de répartition de la quotité exemptée 219

4. Autres avantages fiscaux 221

B. **Modifications à partir de l'exercice 2017** 222

Section 3

**Les majorations de la quotité du revenu exemptée d'impôt –
Évolution de l'article 134 du C.I.R. 92** 225

A. **Généralités au sujet des quotités de revenu exemptées d'impôt** 225

B. **Imputation des quotités de revenu exemptées d'impôt : base légale** 227

C. Le crédit d'impôt pour familles avec enfant(s) à charge	229
D. Adaptations liées au <i>tax shift</i>	231
E. Le crédit d'impôt et la coparenté	233
F. La problématique des couples bénéficiant de revenus étrangers exonérés	233
1. Jurisprudence des juridictions du fond consacrant les enseignements de la C.J.U.E., évolution de la position administrative et du texte légal.....	234
2. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	239
3. Cas particulier: fonctionnaire de l'U.E.	242
4. Cas particulier: contribuable non résident.....	243
5. Cas particulier: fonctionnaire d'Eurocontrol.....	244
 Section 5	
Quelques exemples chiffrés de calcul de l'impact fiscal des rentes alimentaires	247
A. Rappel des notions	247
B. Arriérés	248
C. Impact de l'attribution d'une rente sur la notion d'enfant à charge	249
D. Fiscalité des rentes capitalisées	251
 Section 6	
Perspectives d'avenir	252